



Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

FAITS SAILLANTS

- ❖ **Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Baptiste Lemoyne s'est rendu à Manille pour co-présider le 8^{ème} Comité économique conjoint France-Philippines**
- ❖ **Thales Alenia Space livrera un satellite à l'Indonésie afin de connecter les régions isolées du pays à internet**
- ❖ **Les Etats-Unis ont imposé des droits de douanes de plus de 400 % sur certains aciers exportés par le Vietnam provenant de Corée du Sud et de Taiwan**

REGION

- **Un rapport de l'EU-ASEAN Business Council et de l'ASEAN Business Advisory Council souligne les faibles avancées en matière d'abaissement des barrières non-tarifaires en ASEAN.** La Communauté économique de l'ASEAN s'est fixée d'abaisser ses barrières non-tarifaires à horizon 2025. Le rapport met en exergue la persistance de nombreuses barrières, notamment dans les secteurs de l'automobile, de l'agroalimentaire et de la santé. Il rappelle également les actions prioritaires, mentionnées dans le plan d'action 2025, que sont l'amélioration du dispositif de collecte d'informations sur les barrières non-tarifaires, le développement d'un groupe de travail pour réduire ces barrières, la mobilisation du secteur privé et la poursuite de l'harmonisation des standards. Alors que la plupart des lignes tarifaires ont été abaissées à 0 % dans la zone de libre-échange, les barrières non-tarifaires restent le principal obstacle à l'essor du commerce intra-ASEAN, qui représente aujourd'hui moins d'un quart du commerce de la région.

INDONESIE

- **Thales Alenia Space livrera un satellite de télécommunication au gouvernement indonésien afin de connecter les régions isolées du pays à internet.** L'opérateur *Nusantara Satellite Tiga*, désigné par le ministère des télécommunications, exploitera le satellite en PPP pour une durée de 15 ans. Le *Satelit Republik Indonesia* (SATRIA), d'une capacité de 150 Gbps, doit être mis en orbite et entrer en service en 2023 afin de connecter notamment 90 000 écoles, 3 800 hôpitaux et 47 900 administrations et gouvernements locaux.
- **Le gouvernement de Jakarta envisage d'émettre des obligations afin de financer les grands projets d'infrastructures de l'agglomération.** La municipalité a approuvé en mars un programme d'investissements en infrastructures de 571 000 Mds IDR, soit environ 40,5 Mds USD. La réalisation de ces projets, qui concernent notamment des infrastructures de transport et d'accès à l'eau, doit idéalement avoir lieu d'ici dix ans.

- **La compagnie publique d'électricité, PLN, n'a pour l'instant atteint que 10 % de son objectif de générer 35 000 MW supplémentaires entre 2015 et 2019.** A la mi-juin, 3 600 MW supplémentaires avaient été ajoutés au réseau de PLN. Selon le directeur général de l'électricité du ministère de l'Énergie, 6 centrales d'une capacité cumulée de 2 200 MW devraient entrer en opération d'ici la fin de l'année, portant la capacité électrique additionnelle totale à 5 800 MW (soit 17 % de l'objectif). 117 centrales, d'une capacité cumulée de 20 100 MW sont encore en construction, tandis que 60 projets (représentant 27 % de l'objectif), n'ont pas encore démarré.

MALAISIE

- **La Banque mondiale a abaissé sa prévision de croissance pour la Malaisie en 2019, à 4,6 %, contre 4,7 % prévu auparavant.** L'institution justifie cette révision par l'impact des tensions commerciales sino-américaines sur les exportations et la faible croissance des investissements. Elle prévoit également une croissance à 4,6 % en 2020. Pour mémoire, la croissance du PIB malaisien était de 4,7 % en 2018 et de 5,9 % en 2017.
- **Les investissements directs étrangers à destination de la Malaisie ont baissé en 2018, à 32,6 Mds MYR (7,9 Mds USD), après 40,4 Mds MYR (9,8 Mds USD) en 2017,** selon le Département des statistiques malaisien. Ces flux d'IDE viennent principalement d'Asie (45 %) et d'Europe (34 %) et se concentrent majoritairement dans les services (notamment les secteurs de la finance, de l'assurance et du commerce) et le secteur manufacturier. Au premier trimestre 2019, les IDE approuvés ont crû de 73 % en glissement annuel, à 29,3 Mds MYR (7,1 Mds USD), bénéficiant, selon le ministre des Finances, des investissements américains et chinois visant à contourner les barrières tarifaires, dans un contexte de crise commerciale.

SINGAPOUR

- **L'Autorité monétaire de Singapour va autoriser les banques en ligne et délivrer jusqu'à cinq licences.** Au maximum, deux licences bancaires complètes (comprenant les activités de détail) et trois autres licences pour des banques de grande clientèle seront attribuées. Les deux licences complètes seront délivrées à des entreprises basées à Singapour et contrôlées par des Singapouriens ou à des entreprises étrangères en *joint-venture* avec un acteur singapourien, alors que les trois autres licences seront ouvertes à tous. Dans un premier temps, les banques seront soumises à des réglementations plus strictes que les banques traditionnelles, avec notamment des plafonds de dépôts pour les banques de détail. Les entreprises singapouriennes *Grab*, *Singtel*, *Razer* et *Validus Capital* envisageraient déjà de déposer leur candidature.
- **Le fonds souverain singapourien GIC a annoncé son acquisition de deux *data centers* à Paris et à Londres, et le développement de quatre autres en Europe, via une *joint-venture* avec la société américaine Equinix.** GIC détiendra 80 % de la *joint-venture*, pour un investissement total de plus d'1 Md USD. Précédemment détenus par *Equinix*, les *data centers* de Paris et Londres, d'une capacité de 31 MW, sont déjà opérationnels. Les quatre autres *data centers* (deux à Francfort, un à Amsterdam et un autre à Londres) seront construits et gérés par *Equinix*. La *joint-venture* détiendra ainsi une capacité cumulée de 155 MW en Europe.
- **La Banque asiatique de développement (BAsD) va ouvrir un bureau à Singapour, tandis que la Banque des règlements internationaux (BRI) va y établir un centre d'innovation sur l'environnement des *fintechs*.** La BAsD a annoncé la création d'un bureau de 12 personnes d'ici la fin de l'année, chargé de mobiliser les capitaux privés, notamment pour le financement de projets privés et en PPP dans les infrastructures régionales, dont elle estime les besoins à 210 MDS USD par an d'ici 2030. La BRI va pour sa part créer à Singapour un centre d'innovation visant à favoriser la coopération entre banques centrales sur les sujets relatifs aux *fintechs*, notamment sur l'architecture financière et la régulation. De tels centres seront également implantés à Bâle et à Hong Kong.

VIETNAM

- **Les Etats-Unis ont imposé des droits de douanes de plus de 400 % sur certains aciers exportés par le Vietnam provenant de Corée du Sud et de Taiwan,** alors que le Vietnam apparaît comme le principal bénéficiaire des tensions commerciales sino-américaines dans la région. Cette décision est basée sur une

enquête du Département du commerce américain, débutée en août 2018 à la demande des grandes compagnies américaines du secteur. Selon l'enquête, deux types d'acier produits en Corée du Sud et Taiwan seraient exportés vers le Vietnam pour des transformations mineures avant d'être réexportés vers les Etats-Unis, afin de contourner les droits antidumping et compensateurs imposés à Taiwan et à la Corée du Sud depuis 2016.

- **Auchan a vendu l'ensemble de ses supermarchés au Vietnam au groupe local *Saigon Co.op***, après avoir annoncé en mai dernier son intention de quitter le pays. Les trois supermarchés en activité conserveront la marque *Auchan* jusqu'à février 2020, tandis que les 15 autres, qui étaient fermés, seront réaménagés et rouvriront prochainement sous les marques *Co.opmart*, *Co.optra* et *Finelife*. *Saigon Co.op* possède 650 magasins au Vietnam, et souhaite en détenir 1 000 d'ici la fin de l'année.

THAÏLANDE

- **Safran a signé un accord pour renforcer son partenariat de 2017 avec *Thai Aviation Industries*, concernant la maintenance des moteurs d'hélicoptères de l'armée et des opérateurs parapublics thaïlandais.** Cet accord permettra d'étendre les activités de support de *Safran* pour la maintenance de nouveaux modèles et appartenant à d'autres opérateurs (notamment la Marine royale thaïlandaise). Le marché thaï des hélicoptères est amené à se développer grâce à des assouplissements réglementaires à l'étude et grâce à l'intensification des évacuations médicales.
- **Pour contenir la progression du baht, la banque centrale a décidé de réduire à environ 13 Mds USD ses émissions d'obligations à court terme (3, 6 et 12 mois) en juillet, après 15 Mds USD en juin.** Son objectif est de limiter la spéculation sur le baht, qui s'est apprécié de 6,6 % sur un an (et de 2,5 % au cours des trois derniers mois), à son niveau le plus élevé vis-à-vis du dollar US depuis six ans.
- **La compagnie pétrolière publique PTT investira 1 Md USD supplémentaire dans la production d'électricité (pour un total de 3,4 Mds USD en 2019), en particulier d'origine renouvelable.** PTT justifie cette décision par les incertitudes concernant le prix du pétrole sur l'année à venir, dans un contexte de tensions commerciales et géopolitiques. Selon l'institut *BloombergNEF*, le MW/h d'origine solaire coûte en effet entre 62 et 111 USD alors que celui d'origine gazière coûte entre 90 et 96 USD, l'énergie renouvelable devenant de plus en plus compétitive.

PHILIPPINES

- **Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Baptiste Lemoyne s'est rendu à Manille le 28 juin 2019 pour co-présider le 8^{ème} Comité économique conjoint France-Philippines et s'entretenir avec plusieurs membres du gouvernement philippin.** Sur le plan économique, les questions d'environnement des affaires et d'accès au marché ont pu être abordées lors des rencontres ministérielles. La visite d'une délégation de 17 entreprises françaises a par ailleurs permis de mettre en valeur, auprès des autorités locales, l'expertise française dans les domaines des infrastructures et de l'aménagement urbain.
- **L'inflation s'est établie à 2,7 % en juin, après 3,2 % en mai.** Ce taux, le plus faible depuis septembre 2017, s'inscrit dans l'intervalle-cible de la Banque centrale (2 à 4 %). La réduction de l'inflation a notamment été permise par une progression moindre des prix des denrées alimentaires et des boissons non-alcoolisées (+2,7 % en juin, après +3,4 % en mai). Pour rappel, l'inflation avait atteint 5,2 % sur l'année 2018.

CAMBODGE

- **Le ministère de l'Économie et des Finances a lancé le guichet unique national (« *National Single Window* ») visant à faciliter les procédures d'importation et d'exportation.** Ce dispositif permet aux parties impliquées dans le commerce et le transport de déposer des informations et des documents standardisés, notamment sous forme électronique, afin de satisfaire toutes les exigences réglementaires en matière d'importation, d'exportation et de transit.

- **L'EuroCham a publié la troisième édition de son « Livre Blanc », un ensemble de recommandations en matière de commerce et d'investissement au Cambodge.** L'édition 2019 comprend 65 recommandations, nouvelles ou mises à jour, relatives à un large éventail de secteurs et de thématiques, notamment la protection des investissements, les ressources humaines, la fiscalité, les douanes, les transports et la logistique, ainsi que les technologies de l'information et de la communication. L'EuroCham promeut ainsi la simplification des contraintes réglementaires et structurelles auxquelles sont confrontées les entreprises.

LAOS

- **Le Laos lance deux projets de réforme des finances publiques, avec l'aide de la Banque mondiale et de l'Union européenne.** Le projet « *Enhancing Public Finance Management Through Information and Communication Technology and Skills Project (E-FITS)* », financé par un prêt de 20 M USD de la Banque Mondiale, et le projet « *Public Finance Management Reform Project* », financé par un don d'1,5 M EUR de l'Union Européenne, ont pour objectif de soutenir la mise en œuvre du plan stratégique de développement des finances publiques à horizon 2025.